



## CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN PLACE EXPERIMENTALE D'UNE ACTIVITE DE GESTION DE COMPOST

\* \* \*

Entre les soussignés :

- **L'Union Syndicale du Castillonnais et du Réolais** dénommée ci-après, « **USTOM** », représentée par Monsieur MARTY Sylvain, Président, agissant au nom du Syndicat en vertu d'une délibération du Conseil Syndical en date du 21 juin 2018,

- **L'Etablissement et Service d'Aide par le Travail « ESAT le PUCH »** (SIRET 77566441000211) dénommé ci-après, « **ESAT** », dont le siège est situé à Le Puch 33540 SAUVETERRE DE GUYENNE ; établissement géré par l'Association « VOIR ENSEMBLE » (SIREN 775664410), Association loi 1901 reconnue d'utilité publique dont le Siège Social est situé à 15 Rue Mayet 75006 Paris. L'Association VOIR ENSEMBLE est représentée par son Président en exercice, Monsieur Jacques CHARLIN ; et par délégation sur site au Directeur des établissements du Pole Gironde, Monsieur Laurent ARMAND

### Préambule

Dans le cadre de ses statuts, le Syndicat est en capacité de mener des études en lien avec ses compétences que sont la collecte, le tri et le traitement des déchets.

L'établissement ESAT le Puch, a pour vocation d'accueillir 37 personnes en situation de handicap (déficience sensorielle principalement) dans le cadre d'ateliers à vocation agricole : atelier vigne et vin, atelier horticulture, atelier entretien des espaces verts, petit conditionnement, prestations internes (entretien des locaux, restauration, entretien du site).



## Article 1 : OBJET

Cette convention de partenariat est une convention à titre précaire. Elle a pour objet un partenariat entre les deux parties, partenariat visant à la mise en place expérimentale d'une activité de compostage sur le site de l'ESAT.

La présente convention de partenariat a pour objectif de déterminer les modalités de cette mise en place afin de dégager la répartition des obligations de chacune des parties.

## Article 2 : DUREE DE LA PRESENTE CONVENTION :

La présente convention est conclue pour la période suivante : du 1<sup>er</sup> juillet 2018 au 31 décembre 2018.

L'objet de la présente convention étant à titre expérimental, cette période constitue une période d'essai, à l'issue de laquelle un bilan sera réalisé.

Elle pourra être reconduite pour une durée de 6 mois ou de 12 mois par voie d'avenant.

## Article 3 : ENGAGEMENTS RECIPROQUES, MOYENS MIS A DISPOSITION ET DATES PREVISIONNELLES :

### 3-a- L'USTOM s'engage à :

- 1- Apporter le Déchet Vert en provenance de la déchèterie de Sauveterre sur le site de l'ESAT ; ce tonnage est estimé 245 Tonnes sur 6 mois. La fréquence de dépôt est estimée à 2 à 3 bennes de 30 m3 par semaine.
- 2- Effectuer sur site le broyage avec amenée et repli du matériel, par un agent du Syndicat
- 3- Effectuer sur site le criblage du broyat avec amenée et repli du matériel, par un agent du Syndicat

### 3-b- L'ESAT s'engage à :

- 1- L'ESAT s'engage à signaler par courrier cette activité auprès de la Mairie et des services de l'état concernés par cette phase expérimentale
- 2- Fournir un espace dédié et sécurisé afin de stocker le Déchet vert
- 3- Effectuer le chargement du broyeur ou du cribleur avec le matériel de l'exploitation agricole

- 4- Assurer la gestion quotidienne de cette nouvelle activité : contrôle et séparation des apports et mise en tas / constitution des andains et, retournements / arrosages (si besoin)
- 5- L'ESAT mobilisera une parcelle pour le stockage des déchets verts et mise en andain après broyage. 3 autres parcelles / emplacements ont été définis pour stocker les andains en phase de maturation à proximité des futurs lieux d'épandage (voir plan joint)
- 6- La quantité estimée de déchets verts « réceptionnés » devant être inférieure à 4000T/ an, l'ESAT ne sera pas astreint aux obligations définies par l'arrêté ministériel du 22 Avril 2008
- 7- Utiliser pour son propre compte le compost fin après réalisation des analyses du produit fini. Les épandages, réalisés par un prestataire retenu par l'ESAT, feront l'objet d'une traçabilité sur leur destination utilisation et le parcellaire mobilisé à chaque intervention
- 8- Les dates prévisionnelles d'intervention sont ci-annexées à la présente convention et susceptibles de modification.

En cas de reconduction par voie d'avenant, de nouvelles dates prévisionnelles seront proposées.

Dans le cadre de l'exécution de la convention, les parties s'engagent à respecter la législation en vigueur. Elles s'engagent à veiller au respect des protocoles de sécurité liés à cette activité.

#### Article 4 : CONDITIONS FINANCIERES :

La présente convention est consentie à titre gratuit. En effet, ce dispositif s'inscrivant dans le cadre d'un partenariat et d'une expérimentation, la présente convention ne donnera lieu à aucune refacturation, chaque partie assumant les coûts directs ou indirects de leurs obligations réciproques stipulées à l'article 2 de la présente convention.

#### Article 5 : RESPONSABILITE CIVILE – POLICES D'ASSURANCE :

L'ESAT acquitte une police d'assurance responsabilité civile couvrant :

- ses installations contre l'incendie et autres risques
- le recours aux tiers pendant toute la durée de cette convention.
- l'activité de compostage visée à l'article 2 de la présente convention.



Il s'assurera que les personnes appartenant à l'Etablissement ou accueillies par celui-ci qui seraient amenés à participer à l'activité de compostage soient également couverts par une police d'assurance

L'USTOM acquittera quant à lui les droits et obligations d'assurance relative à l'emploi de son personnel effectuant les activités de transport, de criblage et de broyage, ainsi que l'assurance relative aux matériels roulants utilisés.

#### Article 6 : INCESSIBILITE DES DROITS :

La présente convention étant conclue intuitu personae, l'ESAT ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

#### Article 7 : RESILIATION :

La présente convention étant conclue à titre précaire, chaque partie a la possibilité de dénoncer la convention par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de 15 jours calendaires.

#### Article 8 : LITIGES :

Les parties s'efforcent de régler à l'amiable tout différent relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention. Elles disposent d'un délai de 45 jours mois à compter de la réception du premier courrier de l'une des parties faisant part de son désaccord à l'autre Partie pour aboutir à une solution amiable. En cas de désaccord persistant, les parties portent le litige devant le tribunal compétent.

A Pessac Sur Dordogne

A .....

Le.....

Le.....

Pour l'USTOM,

Le Président,

Sylvain MARTY



Pour l'ESAT,

Le Directeur de l'Etablissement,

Laurent ARMAND